

Concours : 2^e Concours

Epreuve : Droit pénal - Cas pratique

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



Monsieur R rencontre des difficultés avec son employeur, et se disant diffamé, il a déposé une plainte contre Monsieur Gar et (M.G). Il convient d'apprécier la suite à donner.

1 - Type d'enquête :

Deux types d'enquêtes policières sont notamment prévues par le Code de procédure pénale (CPP), à savoir l'enquête de flagrance, art. 53 CPP, et l'enquête préliminaire (art. 75 CPP) qui correspond à l'enquête de droit commun.

L'enquête de flagrance, 53 CPP exige, pour être mise en œuvre, une infraction flagrante correspondant à l'un des 5 cas d'ouverture visés à 53 CPP, un critère de gravité, un critère d'apparence et un critère temporel.

Or, en l'espèce, et sans qu'il soit dès lors nécessaire d'apprécier les autres critères, le critère temporel fait défaut dès lors qu'il est indiqué que M.G a été convoqué au bout de quinze jours pour une audition libre.

En conséquence, il convient d'écarter l'enquête de flagrance et d'appliquer le régime de l'enquête préliminaire, n'emportant pas pouvoirs de contraintes.

C'est donc l'enquête préliminaire de l'article 75 CPP qui trouve à s'appliquer à la situation.

11 - Le cadre de l'audition de M.G.

M.G. a été convoqué et a accepté d'être entendu par le personnel du commissariat, avant de s'enrayer et mettre fin à l'audition.

En application de l'article 77 CPP, les dispositions relatives à l'audition libre, telles que visées à 61-1 et 61-2 CPP sont applicables dans le cadre d'une enquête préliminaire.

L'article 61-1 CPP précise à ce titre que la personne à l'encontre de laquelle il existe des raisons plausibles de soupçonner qu'elle a commis ou tenté de commettre une infraction peut faire l'objet d'une audition libre, dès lors qu'elle a été informée de ses droits et qu'elle n'a pas été conduite sous contrainte.

En effet, le régime de l'audition libre exclut la contrainte exclut l'usage de la contrainte.

L'article 62 CPP précise que si en revanche il n'existe aucun soupçon plausible, il y a lieu également d'exclure la contrainte.

En l'espèce, une plainte a été déposée à l'encontre de M.G. pour des faits qui sont susceptibles, comme nous le développerons postérieurement (question 5) d'imposer la qualification de harcèlement moral au sens de 222-33-2 Code pénal (C-pen), c'est à dire pour des faits de nature à constituer une infraction pénale.

En outre, il est précisé que M.R., auteur de la plainte, a reçu de nombreux courriers, que des propos humiliant ont été tenus devant ses collègues à son encontre, qu'il avait, en raison du trouble provoqué, consulté son médecin.

Il apparaît dès lors y avoir des éléments de nature à établir des soupçons à l'encontre de M.G., au sens de 61-1 CPP.

N°

219.

~~Dès lors, c'est sous le régime de l'audition libre (61-1 CPP) que M. G. a été entendu.~~

Au surplus, il est précisé en l'espèce que M. G. a pu décider de son propre chef de mettre un terme à l'audition, ce qui illustre qu'il ne faisait pas l'objet de mesures de contrainte.

Dès lors, de part l'absence de mesures de contrainte, ainsi qu'au regard des soupçons existant à l'encontre de M. G. suite à la plainte de son employé, M. R., il appert que c'est sous le régime de l'audition libre de 61-1 CPP que M. G. a été entendu.

III - Les formalités à respecter à l'égard de M. G.

Suite au dépôt de plainte de son employé pour des faits de nature infractionnelle, M. G. a été entendu sous le régime de l'audition libre, et il convient de respecter les exigences prévues par le législateur.

En application de l'article 61-1 CPP l'audition sous le régime de l'audition libre ne peut s'effectuer qu'après avoir informé l'intéressé de ses droits.

Il convient donc de s'assurer que M. G. a été informé de la nature, date, qualification des faits reprochés (en l'espèce M. R. s'estime diffamé, mais une qualification de harcèlement moral sera probablement plus adaptée - cf question 5), du droit de quitter les lieux d'audition à tout moment, du droit de se taire, de faire des déclarations spontanées ou de répondre aux questions...

En outre, en application de 61-1, si l'infraction soupçonnée est constitutive d'un crime ou délit puni d'une peine d'emprisonnement, l'intéressé doit être informé de son droit

à être assisté d'un avocat au cours de son audition ou confrontation. De même, 61-3 CSP précise que dans les mêmes conditions, l'intéressé peut demander à bénéficier d'un avocat pour les opérations de reconstitution, identification, confrontation. Qu'en outre, il sera possible de formuler, par l'intermédiaire de l'avocat, des observations écrites.

En l'espèce, les faits reprochés à M. G et justifiant son audition libre, sont à minima constitutif d'un harcèlement moral faisant encourir une peine d'emprisonnement. Dès lors, l'exigence posée par 61-1 5° et 61-3 de délit puni d'une peine d'emprisonnement apparaît constituée, si bien que M. G peut demander à bénéficier d'un avocat dans les conditions sus-exposées.

M. G doit obtenir communication de ces droits avant le début de l'audition, et l'information de ces droits de la défense doit être mentionnée au procès verbal d'audition. Toutefois, l'OPS qui mène l'audition n'est tenu que d'une obligation de moyens quant au droit à l'avocat, si bien qu'il doit tout mettre en oeuvre pour contacter l'avocat désigné par M. G (le cas échéant), et à défaut contacter le bâtonnier pour qu'il en soit désigné un d'office.

En conséquence, il convient de s'assurer que M. G a bien reçu notification de ses droits, et qu'il n'a pas été conduit par la contrainte.

Aucune information ne laisse, dans l'énoncé, envisager une quelconque irrégularité, il convient donc d'exclure toute irrégularité en l'espèce.

Concours : 2^e concours

Epreuve : Droit pénal - Cas pratique

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



IV - Les orientations procédurales :

Une plainte pour des faits de nature pénale ayant été déposée le 26 janvier 2017, il convient d'envisager la suite à donner quant à l'orientation de la procédure.

En application de l'article 40 CPP, le procureur de la République reçoit les plaintes et apprécie la suite à donner, en application du principe de l'opportunité des poursuites.

En outre, en application de l'article 62-2 CPP, la personne à l'encontre de laquelle il existe une ou plusieurs raisons plausibles de soupçonner qu'elle a commis ou tenté de commettre une infraction punie d'emprisonnement peut être placée sous le régime de la garde à vue, à la condition que ce soit l'unique moyen de parvenir à l'un ou moins des objectifs visés par 62-2 1° à 6°.

En l'espèce, plusieurs orientations sont envisageables :

- Le procureur peut tout d'abord classer sans suite, en application de l'article 40-1 CPP. Toutefois, eu égard à la gravité des faits, une telle issue est à exclure.

- En application de l'article 62-2, l'OPJ peut décider de placer M. en garde à vue, notamment pour empêcher que M. G ne fasse pression sur M. R, et pour permettre une confrontation au sens de 62-2 1°.

- Le procureur peut également, s'il estime les faits suffisamment établis, mettre en œuvre une mesure alternative aux poursuites, ou encore renvoyer par citation directe ou COPJ devant la juridiction de jugement (tribunal correctionnel de Lille).

N°

519.

Toutefois, eu égard au comportement de M. G, notamment au fait qu'il conteste les faits dont il est soupçonné et qu'il a mis un terme en s'énervant à l'audition, le placement en garde à vue sur le fondement de 62-2 1° et surtout 4° apparaît être une orientation opportune, et permettra d'organiser une confrontation.

A l'issue de la garde à vue, le procureur de la République de Lille pourra saisir le Tribunal correctionnel au moyen d'une citation directe ou d'une COPS, ou pourra notamment recourir à la procédure du rendez-vous judiciaire avec une convocation par procès verbal.

En revanche, les mesures alternatives aux poursuites, et notamment la composition pénale semblent à écarter : M. G conteste les faits, et son énervement lors de l'audition tend à requérir une réponse pénale ferme.

V - Les infractions à l'encontre de M. G -

M. R dit s'être senti diffamé par le comportement de son employeur.

L'infraction de diffamation est visée, à titre d'infraction de presse, notamment à l'article 32 de la loi du 29 juillet 1881. A ce titre, son application exige des actes de diffamation, c'est à dire l'imputation de faits précis à l'honneur, la probité, désobligeant, au moyen d'un des modes de publicité visé à l'article 23 de cette même loi ; ainsi qu'un élément intentionnel.

En l'espèce, si des propos violents ont visiblement été prononcés devant des collègues de travail, aucun élément ne laisse à penser qu'il y a eu publicité au sens de l'article 23 de

ladite loi. Dès lors, la qualification de diffamation doit être écartée.

(C.pen)
L'article R 621-1 réprime, au titre d'une contravention de 1^{ère} classe, la diffamation non publique envers une personne. Là encore, l'acte de diffamation exige un acte matériel consistant en l'imputation, envers une personne déterminée, de faits précis à caractère désobligeant, contraire à l'honneur, la probité. Un élément moral est également exigé, à savoir la conscience et la volonté de proférer des propos dénigrants.

En l'espèce, il est fait état de propos violents, à caractère humiliant, de lettres envoyées, mais aucun élément ne semble constituer l'imputation de faits précis. Dès lors, l'élément matériel de l'infraction de diffamation non publique fait défaut.

Faute d'imputation de faits précis, les propos violents pourraient ^{probablement} recevoir la qualification d'injure, toutefois, au regard de l'ensemble des faits, il apparaît que la qualification de harcèlement moral est plus adaptée.

Le harcèlement moral est visé à l'article 222-33-2 C.pen et nécessite, au titre de l'élément matériel = des propos ou comportements répétés ayant pour objet ou effet une dégradation des conditions de travail, susceptible soit de porter atteinte aux droits de la victime et à sa dignité, ou encore de compromettre son avenir professionnel, ou d'altérer sa santé physique ou mentale. En outre, s'agissant d'une infraction intentionnelle, il faut également la conscience et la volonté des faits reprochés.

En l'espèce, M. R fait état de comportements et actes répétés consistant en : envoi de multiples lettres, propos violents, suppression injustifiée de son secrétariat, humiliations... si bien que son travail serait devenu un "enfer", que des témoins ont pu constater la dégradation de son état de santé, et qu'il a été obligé, du fait de la tension ressentie, de consulter un médecin.

Du lors, il apparaît que l'élément matériel du délit de harcèlement est constitué, en ce que M. G s'est livré à des propos et des comportements ^{répétés} qui ont eu pour effet de dégrader considérablement tant les conditions de travail que la santé de M. R. S'agissant de l'élément moral, la répétition et la nature des actes accomplis permettent d'établir la conscience et la volonté de M. G, et ce a fortiori dès lors qu'aucun élément tenant à un éventuel trouble psychiatrique ou neuropsychique n'est allégué.

Il convient donc de retenir à l'encontre de M. G la qualification délictuelle de harcèlement moral au sens de 222-33-2, faisant encourir à l'intéressé, en cas de condamnation, un maximum de 2 ans d'emprisonnement et 30 000 euros d'amende.

Par ailleurs, surabondamment, M. R pourrait contester son licenciement, au regard du contexte; toutefois, cela relève du contentieux des prud'hommes.

Enfin, la qualification d'injure contraventionnelle, à la supposer qualifier, ne pourrait être retenue, car la règle non bis in idem interdit d'appliquer et poursuivre les mêmes faits pour deux qualifications différentes. Or, les faits propos potentiellement constitutif d'une injure sont en l'espèce des éléments matériels du délit de harcèlement moral (concours de qualification).

VI - La qualification possible des propos de M. R

En application de l'article 226-10 C. pen, la dénonciation, dirigée contre une personne déterminée, de faits de nature à entraîner une sanction (pénale, administrative, ordinaire, disciplinaire) faite de mauvaise foi à une autorité ayant compétence pour y donner suite, est constitutive du délit de dénonciation calomnieuse, infraction réprimée de

N°

8.1.2

Concours : 2^e Concours

Epreuve : Droit pénal - Cas pratique -

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



5 ans d'emprisonnement et 15 000 € d'amende.

En l'espèce, M. R. dénonce à une autorité compétente à savoir un O.P.J., pour y donner suite, des faits susceptibles d'emporter une qualification, et a fortiori une, sanction pénale, à l'encontre de M. G., au moyen d'une plainte (écrite). Si toutefois le Tribunal correctionnel, saisi des faits de harcèlement moral (objets de la dénonciation), venait à prononcer la relaxe définitive de M. G., cette décision définitive (donc après expiration des délais pour former appel) établirait la fausseté des faits, et ce faisant la mauvaise foi exigée par l'infraction de dénonciation calomnieuse. Dès lors, l'infraction serait constituée.

En conséquence, ce n'est que dans l'hypothèse d'une relaxe définitive de M. G. du chef de harcèlement moral que l'infraction de dénonciation calomnieuse au sens de 226-10 C. pen pourrait être retenue.

N°

.../...

N°

.../...

